



61 rue des Arômes 30340 Méjannes les Alès
Tél 04 66 60 95 14 Fax 04 66 60 94 81
vidalalu.france@wanadoo.fr

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (nom et prénom) :

-Monsieur (Nom & Prénom) : **M.GENILLON Cédric**

Agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet) :

VIDAL'ALU FRANCE

Forme juridique de la société : **S.A.S**

Au capital social de : **7622,45 €**

Ayant son siège social à (adresse complète) : **ZAC de Méjannes, 61 rue des Arômes,
30340 Méjannes les Alès**

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. / : **339 406 332**

Numéro d'identité d'entreprise (SIREN) : **339 406 332 00041**

Code activité économique principale (APE) : **2512 Z**

Numéro d'inscription au registre du Commerce : **1987B67**

Au répertoire des Métiers : **339406332RM300**

Objet du marché (reprendre le titre attribué au marché) :

Déclare sur l'honneur :

En application des articles 43 et 44 du Code des marchés publics, déclare sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 8 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005, c'est-à-dire :

Condamnation définitive : Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne.

Ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal.

Lutte contre le travail illégal : Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne.

Pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail.

☐ Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : Pour les Marchés Publics et accords-cadres soumis au Code des Marchés Publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Liquidation judiciaire : Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

Redressement judiciaire : Ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

Situation fiscale et sociale : Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

Droit social : Fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du Code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes : ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ; avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Le présent document doit être daté et signé par une personne dûment habilitée. Le candidat, en signant, reconnaît que les déclarations et les renseignements fournis sont exacts.

Si le signataire est un cotraitant, la signature du présent document (sauf mention contraire) vaut délégation au mandataire de signer l'offre.

À Méjannes les Alès ,

Cachet et signature :

SAS VIDAUAU Franc
SAC de Méjannes
6 Rue des Arômes
30340 MEJANNES LES AL
Siret 339 406 332 000 41